



L'ESSENTIEL

LA PHRASE

Julia Gillard

«Le peuple indigène sait que lorsqu'un enfant commence à fréquenter l'école, lorsqu'un buveur s'arrête de boire, lorsqu'un adulte accepte un emploi, alors le changement commence.»

Le premier ministre australien a appelé hier les 470 000 Aborigènes à se prendre en main, lors de la présentation d'un rapport annuel sur les Australiens indigènes.

JAPON L'Europe et les États-Unis demandent le respect du droit parental

Une délégation de représentants des États-Unis, de l'Union européenne et de neuf autres pays a enjoint hier à Tokyo de prendre des mesures pour mettre fin aux dizaines de milliers d'enlèvements d'enfants par un des parents à la suite d'un divorce ou d'un conflit. La délégation a demandé au Japon de signer la convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils des déplacements illicites d'enfants. Plus de 80 pays ont déjà signé ce traité, mais le Japon, qui ne reconnaît pas le droit parental, est le seul membre du G7 à ne pas l'avoir fait.

SOUDAN Un ministre sud-soudanais et son garde du corps ont été tués

Le ministre de la région semi-autonome du Sud-Soudan chargé du développement rural et des coopératives et son garde du corps ont été tués hier par balles. Le différend serait «d'ordre privé», indique son porte-parole. Le tueur, qui s'est suicidé ensuite, «semblerait être le chauffeur du ministre», a-t-il ajouté. Le mobile reste indéterminé. Cet attentat survient après les résultats du vote, lundi, du référendum pour une indépendance de la région, acceptée à 98,83 %. Le résultat a officiellement été accepté par le président soudanais et salué par la communauté internationale.

CORÉE Séoul et Pyongyang négocient sur les réunions de familles séparées

Séoul a accepté hier l'ouverture de négociations avec Pyongyang sur les réunions des familles séparées depuis la guerre de Corée, sous l'égide de la Croix-Rouge, au lendemain d'une première prise de contact entre les deux voisins depuis des mois. Un signe supplémentaire de l'apaisement des tensions, qui avaient atteint un pic après le bombardement, le 23 novembre, d'une île sud-coréenne par Pyongyang. Les précédentes réunions de familles, séparées depuis soixante ans, ont eu lieu début novembre 2010. Depuis 2000, 17 000 Coréens, du Sud et du Nord, ont pu se revoir quelques jours.

L'Argentine cherche à sortir les jeunes filles de la prostitution



ALEXANDRE DARMON

La police lutte avec des associations spécialisées contre la traite dont sont victimes des jeunes filles des provinces pauvres du pays

SALTA (Nord-Ouest)
De notre envoyée spéciale

Trois mille pesos pour une semaine de travail comme guide touristique: une aubaine. Quand on lui fait cette proposition, Ana, 18 ans, n'hésite pas. Elle laisse son petit garçon de 3 ans à son père et s'en va à Córdoba, à 800 km de Metan, sa ville natale de la province de Salta, dans l'extrême Nord-Ouest du pays. Une des régions les plus pauvres d'Argentine. «On m'a emmenée, de nuit, dans une maison à cinq kilomètres de la route, au milieu de nulle part. Là, le patron m'a dit qu'en fait, je devais travailler comme prostituée», se souvient-elle.

Depuis 2008, à Salta, près de 90 personnes ont été sauvées.

Comme Ana, tous les ans, des centaines de jeunes filles sont attirées par des petites annonces trompeuses ou sont directement enlevées par des réseaux de prostitution. Déjà, en 1927, Albert Londres décrivait, dans *Les Chemins de Buenos Aires*, la traite des Blanches en provenance d'Europe, destinées aux trottoirs d'une Argentine alors en plein essor économique.

Aujourd'hui, la traite des femmes existe toujours, mais le chemin s'est inversé. Les filles viennent des provinces pauvres du nord du

pays. Souvent, elles passent d'abord par des provinces «d'assouplissement», où elles sont systématiquement battues et violées, pour briser leur volonté. Puis elles sont emmenées là où sont les clients: Buenos Aires, Mar del Plata ou Rio Gallegos, en Patagonie, et même en Espagne. Faute de statistiques officielles, l'ONG La Casa del Encuentro estime que 700 femmes ont disparu au cours des dix-huit derniers mois. Comme Ana, la plupart se trouveraient dans des établissements clandestins (les maisons closes sont interdites), des pubs, cabarets ou *whiskeries*. Là, elles sont maintenues dans des conditions inhumaines, enfermées et souvent droguées.

Ana raconte son calvaire sur un ton uniforme. Assise dans un salon de thé de Metan, elle ne dit jamais non. Accepte un café. Puis un croissant, qu'elle ne finit pas. Elle montre les traces des coups, encore visibles un an et demi plus tard. Raconte les menaces. Évoque son viol par le patron de l'établissement, en l'excusant presque: «Il ne m'a pas forcée... juste endormie avec des cachets.» Et l'argent ramassé par ses passes? Elle n'en a jamais vu l'ombre. Si elle a pu s'en sortir, c'est grâce à une loi votée en avril 2008, qui a fait de la traite des êtres humains un délit fédéral, au même titre que le trafic de drogue. La justice d'une province peut désormais intervenir dans une autre. C'est ainsi que la police de Salta a pu aller secourir Ana à Córdoba. Au bout d'un mois et demi de calvaire, la jeune fille a pu alerter son père par SMS. Après un minutieux travail d'infiltration, les policiers de la division spécialisée ont perquisitionné l'établissement, arrêté ses propriétaires et sauvé Ana et deux autres jeunes filles.

«Lorsque nous faisons une descente, les forces de police sont systématiquement accompagnées par une équipe de travailleurs sociaux, d'avocats et de psychologues, explique Zaida Gatti, de l'office de secours et d'accompagnement des victimes de la traite, créé par le ministère de la justice. Le but est d'identifier les victimes de la traite pendant notre descente, les accompagner et les loger dans des refuges créés pour elles, puis de les réinsérer.»

Depuis la promulgation de la loi de 2008, 17 personnes ont été con-



DANIEL GARCIA/FP

damnées et des centaines de victimes sauvées. Une demi-douzaine de polices provinciales ont créé leurs propres divisions. Comme à Salta. «Ici, les proxénètes viennent faire leur marché, car nous avons beaucoup de pauvreté», explique le commissaire Reinaldo Choque, responsable de la division de lutte contre la traite des êtres humains et d'assistance. Les réseaux «se reflètent leur marchandise», afin que la police perde leur trace. Depuis 2008, à Salta, près de 90 personnes ont toutefois été sauvées. «La plupart des victimes ont entre 13 et 23 ans», observe le commissaire. Le travail pour former les policiers n'a pas été facile. «On a eu du mal à se défaire du machisme, reconnaît le caporal Fernando Lopez. La première chose que pensait un policier lorsqu'une femme venait dénoncer un viol, c'était: forcément,

habillée comme ça... Il a fallu tout réapprendre.» Lutter contre ce fléau exigerait aussi de combattre la corruption qui gangrène justice, police et fonctionnaires locaux. «Les réseaux de prostitution fonctionnent de la même manière que ceux de la drogue, en payant des passe-droits», explique le caporal

Le 3 novembre 2010, à Buenos Aires.

Le 3 de chaque mois, l'ONG La Casa del Encuentro manifeste devant le Parlement argentin pour lutter contre la traite humaine.

Lopez. Il va encore plus loin en affirmant que tant que des juges, des commissaires, des hommes politiques seront clients, ce sera peine perdue: «La seule solution, c'est de les pénaliser.» «Les hommes ne peuvent pas dire qu'ils ne savent pas si les femmes sont des victimes de la traite ou des prostituées libres, soutient Zaida Gatti. Franchement, ce n'est pas difficile, face à une gamine qui pèse 42 kg et qui a des signes de maltraitance, de s'en rendre compte.»

L'Argentine est un des États qui défend aux Nations unies la pénalisation des clients de la traite des êtres humains. La Casa del Encuentro réclame, elle, une révision du droit argentin. La loi du pays oblige les majeures victimes de viol de prouver qu'elles n'étaient pas consentantes. L'ONG demande surtout plus de budget pour lutter contre ce fléau. Elle manifeste devant le Parlement argentin le 3 de chaque mois. Cette date a été retenue en souvenir de l'enlèvement de Marita Veron, le 3 avril 2002. Enlevée ce jour-là à l'âge de 23 ans, cette jeune femme n'a jamais été retrouvée. Sa mère, Susana Trimarco, a remué ciel et terre face à l'inaction de la police, s'infiltrant même dans les maisons closes. C'est elle qui, la première, a permis de révéler l'existence de réseaux d'enlèvements et d'exploitation sexuelle de jeunes filles. On suppose que Marita a été déplacée de province en province. Peut-être même jusqu'en Espagne.

ANGELINE MONTOYA

Le Cameroun s'inquiète d'une traite des enfants «en émergence»

Le gouvernement camerounais a appelé la semaine dernière à une mobilisation générale contre l'exploitation sexuelle des enfants, à l'occasion du lancement d'une campagne de lutte avec l'Unicef. «Encore inconnues au Cameroun il y a quelques années, la traite et l'exploitation sexuelle des enfants sont aujourd'hui en émergence sous les effets conjugués de la crise économique mondiale, de la globalisation et des nouvelles technologies», a estimé la ministre camerounaise des affaires sociales, Catherine Bakang Mbock. Selon une coalition d'une vingtaine d'ONG locales, «550 000 enfants subissent les pires formes de travail au Cameroun», et parmi eux «7 % travaillent dans la prostitution».